

# La crise est un long fleuve tranquille

Maxime Durand

*Critique communiste* n°82, février 1989



La situation économique actuelle soulève toute une série de questions: jusqu'à quel point, et pourquoi, se sont trompés ceux qui annonçaient, à l'occasion du krach d'il y a un an, l'ouverture d'une nouvelle grande récession ? De manière plus générale, le capitalisme, qui semble bien se porter, a-t-il trouvé un moyen de sortir de la crise de manière durable ? Si l'on répond oui à la question précédente, comment comprendre alors l'étroitesse de la marge de manœuvre dont semble ou prétend disposer le gouvernement ROCARD ? Cet article voudrait, en partant de ces interrogations, ouvrir un certain nombre de pistes théoriques et pratiques permettant de mieux comprendre la nature de cette crise qui, bien évidemment, continue.

## 1- L'erreur sur le pronostic.

Inutile de tourner autour du pot : les économistes, dans leur ensemble, se sont trompés. Ils prévoient une année 1988 au moins très difficile, elle a en réalité été marquée par un supplément de croissance dans les grands pays capitalistes. Dans un récent article paru dans *Rouge* ("Non, la crise n'est pas finie !"), Henri Wilno a bien montré comment le capitalisme a su rebondir après le faux pas du krach boursier. Pas plus que les autres, les marxistes n'ont su apprécier les ressources cachées du système, ni sa capacité à réagir plus efficacement qu'à l'occasion du krach de 1929. Mais, dans la mesure où ils ont su raccrocher les phénomènes financiers aux mécanismes de l'accumulation du capital, leur erreur n'est pas de même nature, et renvoie essentiellement à une mauvaise appréciation des rythmes.

L'une des principales caractéristiques de la prochaine grande récession, c'est précisément le temps important nécessaire à sa maturation. De manière générale, l'onde longue récessive qui s'est ouverte au début des années 70, et qui permet de dire que l'on vit "dans la crise" depuis quinze ans, a pour effet de ralentir, d'étirer, de diluer les processus à l'œuvre. Le krach a pu sembler accélérer le mouvement mais, encore une fois, les mécanismes stabilisateurs ont fonctionné mieux que prévu.

Tous les articles que l'on peut lire en ce moment et qui décrivent l'émerveillement devant ce capitalisme qui a su se reprendre au moment où il basculait dans l'abîme comportent cependant un ultime paragraphe venant rappeler, pour mémoire, que les déséquilibres subsistent. L'embellie capitaliste aura cet avantage de nous inviter à aller plus au fond dans notre analyse de la crise et dans notre critique du capitalisme.

## 2- Le capitalisme est toujours en crise

Quand on entend dire que le capitalisme va mieux, il faut bien s'entendre sur les mots. Il va mieux à ceci près que, pour la majorité de l'humanité, 1988 aura été une année terrible marquée par une montée de la faim et de la misère. Le capitalisme va mieux, si l'on veut bien laisser pour compte les millions de chômeurs des pays développés, si l'on veut bien oublier aussi la régression sociale, insidieuse et lente, qui se traduit par exemple par la paupérisation de tous les services publics. Il y

a dans cette satisfaction affichée devant la croissance de la production des pays industrialisés, un cynisme et un égoïsme que les générations futures auront du mal à comprendre. Mais, passons... Puisque le taux de croissance va être de 3,5 % au lieu de 2,5 % tout va bien, et pourquoi alors ne pas danser au bord du volcan, ou pas très loin de la misère ?

Mais que penser de notre analyse de la crise et de la portée de la critique que nous adressons au capitalisme, s'il suffisait, pour ébranler l'une et l'autre, de voir que la TVA sur la HiFi va baisser de 33 à 28 % ? En réalité, le capitalisme continue à ne pas bien se porter, et la reprise actuelle est en grande partie une fuite en avant.

### 3. La reprise de l'investissement ne peut s'auto-entretenir.

Ce qui se passe maintenant, en France tout au moins, est un rattrapage du retard à l'investissement qui faisait que certaines industries en étaient venues à manquer de capacités de production. Le fait de se trouver dans une onde longue récessive n'implique pas que ce soit la récession permanente : il existe des phases de reprise, mais de faible ampleur, et, surtout, insuffisantes pour fonder un nouveau mode de croissance solidement établi.

Les économies européennes sont entrées dans une telle phase, qui se caractérise par une reprise de l'investissement. Le mécanisme à l'œuvre est celui de l'accélérateur, que l'on peut décrire rapidement de la façon suivante. Pour atteindre un certain volume de production, il faut une capacité de production suffisante. Chaque année, l'investissement représente la capacité nouvelle installée, qui permet d'ajuster le niveau des capacités de production au niveau nécessaire compte tenu de la demande prévue. C'est cette différence entre capacité installée et capacité nouvelle qui fonde le mécanisme d'accélérateur. Admettons qu'une année donnée les perspectives de production augmentent de 1 %: il va falloir augmenter les capacités de 1 %, en admettant qu'il n'y ait pas de capacités disponibles. Mais pour augmenter de 1 % l'ensemble des capacités installées, il faut augmenter dans une proportion beaucoup plus grande la nouvelle capacité, autrement dit l'investissement. Si les capacités totales sont de 1000, et l'investissement de 100, 1 % de capacités nouvelles soit 10 de plus représentent 10 % de l'investissement. Comme l'investissement est lui-même une composante de la demande, ce dynamisme est encore amplifié: il faut non seulement de nouvelles machines pour produire plus de biens de consommation, mais aussi de nouvelles machines pour produire ces nouvelles machines.

La récente note de conjoncture de l'INSEE étudie en détail la reprise de l'investissement dans les quatre principaux pays européens et montre que dans chaque pays on a assisté à la succession de deux phases de croissance de l'investissement séparées par une phase de ralentissement. Dans le cas de la France, la première reprise de l'investissement se situe à cheval entre 1984 et 1985, et la seconde a démarré au second trimestre de 1987. De ce point de vue, la reprise française est relativement tardive par rapport aux autres pays.

Mais surtout, et c'est une des leçons essentielles de l'économie marxiste, il ne peut y avoir de croissance tirée longtemps par la section I, c'est-à-dire par l'ensemble des branches produisant des biens de production. A moyen terme, et c'est ce que montre l'INSEE, il faut que la section II prenne le relais. Dans la mesure où la reprise actuelle est très largement tirée par l'investissement, elle ne saurait s'auto-entretenir durablement. Assez rapidement le rythme de croissance de l'économie mondiale devra redescendre au niveau rendu possible par les règles du jeu capitaliste.

#### 4. La plus-value relative est insuffisante.

Le moteur capitaliste, c'est le taux de profit dont l'évolution dépend de plusieurs facteurs. Un peu de mathématiques n'est pas inutile ici. De manière très simplifiée et empirique, le taux de profit se calcule selon la formule ci-dessous:

$$R = \frac{Q - sN}{K}$$

Q représente le produit, K le capital, N le nombre de travailleurs, et s le salaire réel. Cette formule peut se transformer comme suit:

$$R = Q/K (1 - s/PROD) \quad \text{avec } PROD = Q/N$$

Le taux de profit dépend donc de deux rapports essentiels. Le premier, s/PROD, rapporte le salaire réel s à la productivité du travail PROD, et mesure la part des salaires dans la production. C'est donc un indicateur du taux d'exploitation.

Le second terme, Q/K peut être baptisé "efficacité du capital": il rapporte le volume de la production au volume du capital fixe utilisé pour cette production. On peut à son tour le décomposer en deux termes, en écrivant :

$$Q/K = (Q/N) / (K/N)$$

Le capital par tête K/N tend constamment à croître avec l'accumulation du capital: le volume de capital correspondant à chaque poste de travail est de plus en plus important. Si tout se passe bien, cet accroissement de l'intensité capitaliste a pour effet d'engendrer une élévation de la productivité du travail: pour chaque poste de travail, il faut plus de machines, mais elles permettent au travailleur qui l'occupe de produire plus. Ce qui compte du point de vue de la rentabilité, c'est bien le rapport entre Q et K qui mesure le volume de produit par unité de capital installé. Si ce rapport s'élève, on peut dire que l'efficacité du capital augmente, et c'est bon pour le taux de profit. Pour reprendre les catégories marxistes, on peut considérer en première approximation que l'efficacité du capital ainsi définie varie en sens inverse de la composition organique du capital.

La règle d'or est finalement la suivante: pour assurer le maintien du taux de profit, il suffit que le capital par tête, le salaire réel et la productivité du travail augmentent à la même vitesse. C'était à peu près le cas pendant la croissance d'avant la crise en France. Mais on peut de manière plus générale calculer la croissance du salaire réel qui permet le maintien du taux de profit, pour une progression donnée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital. Cette formule dépend en fait de la part des salaires dans le produit que nous prendrons ici égale à 2/3, ce qui est proche de la réalité, et permet une écriture simple de la formule ci-dessous:

$$TSAL = TPROD + \frac{1}{2} TEFF$$

TSAL représente le taux de croissance du salaire réel compatible avec le maintien du taux de profit, TPROD le taux de croissance de la productivité du travail et TEFF celui de l'efficacité du capital. Le coefficient 1/2 représente quant à lui le rapport profits/salaires et correspond à une part des salaires égale ici aux 2/3. Ce coefficient vaudrait 1 pour une part des salaires égale à 1/2, et 1/3 pour une part des salaires égale aux 3/4.

Au total, la formule s'interprète simplement: si l'efficacité du capital est constante, alors il suffit pour assurer le maintien du taux de profit que le salaire augmente au même rythme que la productivité. S'il y a dégradation de l'efficacité du capital, le salaire doit croître moins vite que la productivité du travail, afin de compenser cette perte d'efficacité en termes de rentabilité.

Cette relation a été utilisée pour construire la contrainte de salaire, telle qu'elle figure dans le tableau ci-dessous, dont les résultats sont tout-à-fait parlants. Avant 1973, la productivité du travail augmentait de 4,2 % dans l'ensemble des pays impérialistes : depuis, elle n'augmente plus que de 1,4 %. Sa progression a donc été divisée par trois, et aucune inflexion de cette tendance n'est prévue dans les années à venir. Avant 1973, l'efficacité du capital était à peu près stable : depuis, elle baisse de l'ordre de 1,3 % par an. Cette baisse correspond grosso modo à une hausse de la composition organique du capital, tandis que le rythme de productivité du travail fixe l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire au delà de laquelle le taux d'exploitation baisse.

Ces données définissent la croissance du salaire réel à ne pas dépasser si l'on veut maintenir le taux de profit à son niveau acquis. Cette contrainte s'est considérablement resserrée pour l'ensemble des pays de l'OCDE: la croissance maximale du salaire réel compatible avec un maintien du taux de profit était de 4 % avant 1973, donc avant la crise, et de moins de 1 % après.

Tableau 1  
Productivité et contrainte de salaire

	OCDE	USA	Japon	RFA	France	R.Uni	Italie
Productivité du travail							
avant 1973	4,2	2,2	8,8	4,7	5,9	3,3	6,6
1973-1979	1,6	0,3	3,2	3,4	3,5	1,3	2,4
1979-1986	1,4	0,6	2,8	2,0	2,3	1,9	1,3
1986-1989	1,4	0,7	3,1	1,6	2,2	2,4	1,7
Efficacité du capital							
avant 1973	-0,3	0,3	-2,0	-1,2	0,6	-0,9	0,6
1973-1979	-1,4	-0,8	-2,9	-1,0	-1,1	-2,0	-0,3
1979-1986	-1,3	-1,0	-2,0	-1,3	-1,3	-0,8	-0,6
1986-1989	-1,0	-0,6	-2,2	-1,0	-0,8	1,2	-0,8
Contrainte sur salaire							
avant 1973	4,0	2,4	7,8	4,1	5,6	2,8	6,9
1973-1979	0,9	-0,1	1,7	2,9	2,9	0,3	2,2
1979-1986	0,7	0,1	1,8	1,3	1,6	1,5	1,0
1986-1989	0,9	0,4	2,0	1,1	1,8	3,0	1,3

Secteur privé, taux de croissance annuels moyens en %

Calculs d'après l'OCDE *Perspectives économiques* juin 1988 p.52

5. L'évolution du taux de profit et l'articulation de l'industrie avec l'ensemble de l'économie.

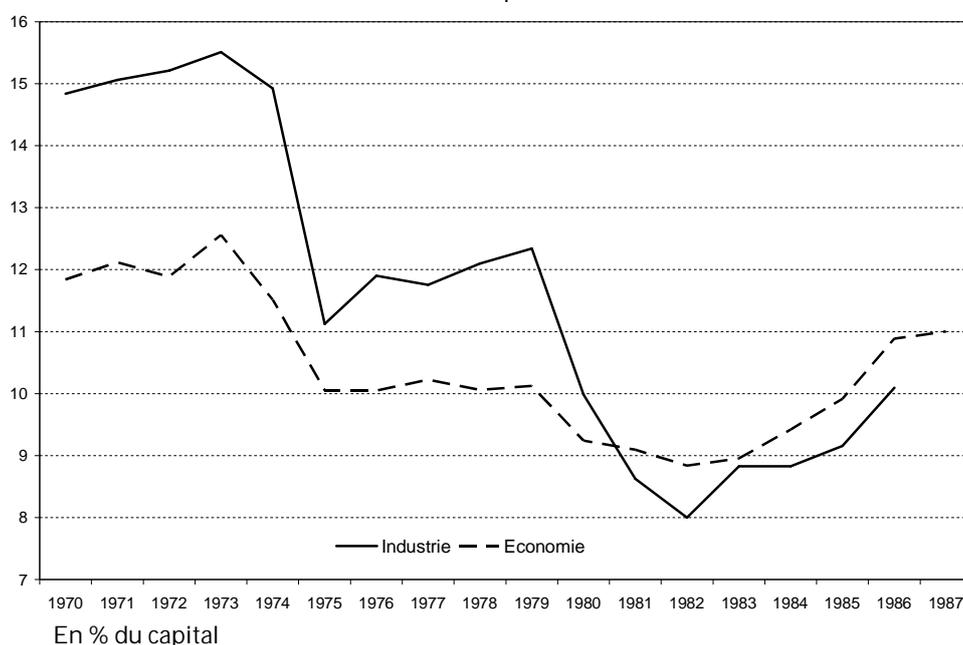
L'étude de la contrainte du salaire permet de mieux comprendre la nécessité du capitalisme, dans la phase actuelle, de contenir la progression des salaires réels. Ce qui est à la racine de cette exigence, c'est le coût élevé de la productivité du travail en termes d'efficacité du capital. Pour prendre en compte ces aspects, il est nécessaire ici d'introduire une distinction entre l'industrie et l'ensemble de la production marchande. C'est que l'industrie, malgré les discours sur la société post-industrielle, continue à jouer un rôle spécifique.

La première raison en est que les deux grandes sections de l'économie se situent de manière différente vis-à-vis de l'industrie manufacturière: les moyens de production (matières premières, énergie, biens d'équipement) sont pour l'essentiel des produits d'autres branches de l'industrie, tandis qu'une fraction importante des moyens de consommation ne sont pas des biens industriels. Cette non-symétrie a son importance quant à l'accumulation du capital.

La seconde raison est que les produits industriels jouent un rôle central dans les échanges extérieurs dont ils représentent en gros les deux tiers dans le cas d'un pays comme la France. Tous les discours sur la nécessaire compétitivité ne concerne en fait que les secteurs dont les produits font l'objet d'échanges internationaux, même si, les secteurs "abrités" et "concurrencés" sont reliés entre eux par la fixation du salaire. Enfin, l'industrie joue encore un rôle d'entraînement quant à la détermination du salaire et des conditions de travail, tout acquis - ou tout recul - dans le secteur ayant tendance à s'étendre à l'ensemble de l'économie.

Or, du point de vue de l'évolution du taux de profit, l'industrie ne se comporte pas de la même façon que l'ensemble du secteur marchand, comme le montre le graphique 1. On s'aperçoit que le taux de profit dans l'industrie a connu une évolution très marquée: la première récession de 1974-1975 l'a fait passer de 15 à 12 %, et la seconde 1980-1982 de 12 à 8 %. Depuis, la politique d'austérité a permis son rétablissement à 10 ou 11 %, c'est-à-dire à un niveau nettement inférieur à ce qu'il était avant crise. L'évolution de l'ensemble des entreprises connaît les mêmes phase, mais avec des inflexions moins marquées, et une reprise plus nette dans les années récentes, qui font que le taux de profit a pratiquement retrouvé son niveau d'avant-crise.

Graphique 1  
Taux de profit



La productivité du travail a certes progressé plus rapidement dans l'industrie que dans l'ensemble de l'économie, et ce mouvement divergent s'accélère notablement dans les années récentes. Mais surtout, ces gains de productivité ont été obtenues au prix d'une intensification très nette des méthodes de production et, au total, l'efficacité du capital baisse plus nettement dans l'industrie.

Entre 1980 et 1987, la productivité du travail a augmenté en moyenne de 3,4 % dans l'industrie mais dans le même temps le capital par tête y progressait de 4,5 %, alors que ces chiffres étaient respectivement de 2,1 % et de 3 % pour l'ensemble des entreprises. L'industrie se caractérise donc par un mode de croissance dégageant plus de gains de productivité, mais plus coûteux en capital. On peut donc dire en raccourci que le blocage des salaires est nécessaire pour compenser un coût en capital accru, et maintenir ainsi le niveau du taux de profit.

Cette configuration caractérise une période de mutations des méthodes de production et d'accroissement de la concurrence. Les gains de compétitivité s'accompagnent de réductions massives d'emplois. Entre 1980 et 1987 l'industrie a supprimé 18 % des emplois, soit 867 000 postes de travail, tandis que dans le même temps l'emploi total ne reculait que de 1,8 %. Autre façon de dire la même chose: l'emploi industriel ne représente en 1987 que 18,2 % des emplois, contre 21,9 % en 1980.

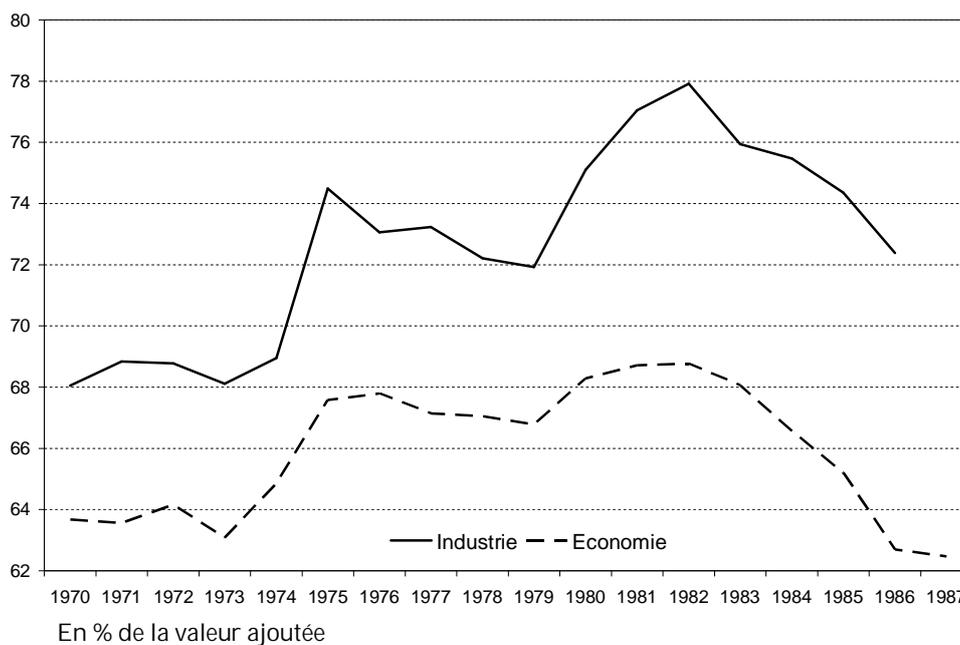
## 6. Les difficultés de la réalisation

De manière symétrique aux difficultés résultant des exigences de la rentabilité, il faut ici examiner les problèmes liés à la réalisation. Pour bien fonctionner, le capitalisme doit non seulement assurer un bon niveau de taux de profit, mais aussi réussir à vendre les marchandises produites. En d'autres termes, il faut que la répartition des revenus conduise à une structure de la demande compatible avec la contrainte de profit. Or cela ne va pas de soi, ni du point de vue de la répartition globale des revenus, ni de celui des structures de consommation.

Sans vouloir reprendre dans le détail les schémas de la reproduction de Marx, il suffit de rapprocher les deux manières de décomposer le produit, qui donnent immédiatement la relation de base suivante :

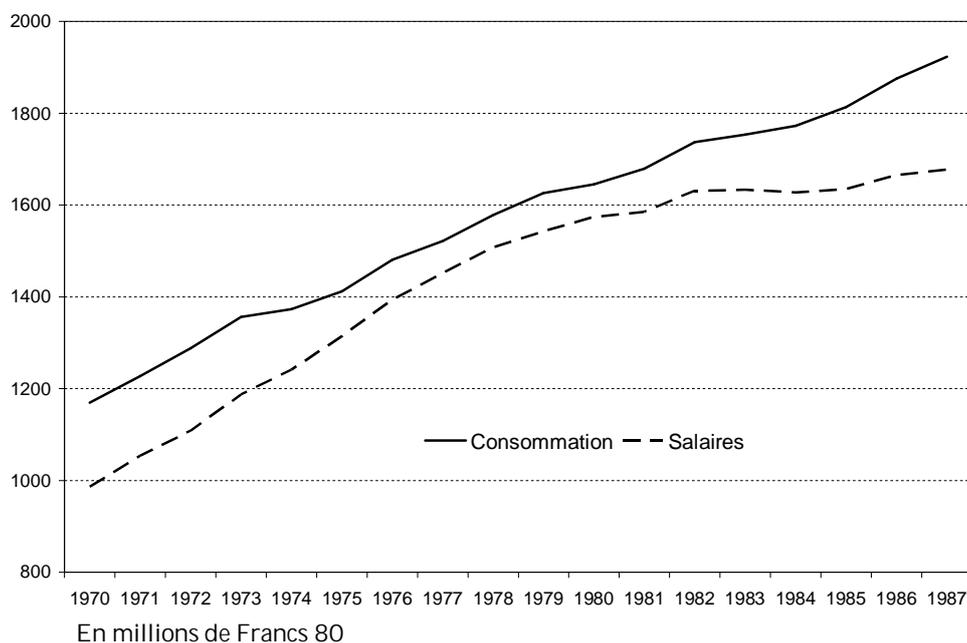
biens de consommation = salaires + plus-value non accumulée

Graphique 2  
Part des salaires



Si on laisse de côté les échanges extérieurs et l'épargne des salariés, on voit bien que les revenus qui absorbent les biens de consommation sont constitués par les salaires d'une part, par la plus-value non-consommée d'autre part. La condition de réalisation de la plus-value implique que cette égalité soit assurée dans le temps. Le plus simple serait que tout augmente parallèlement, salaires et consommation. Le graphique 3 montre que ce fut grosso modo le cas jusqu'au début des années 80. A partir de cette période, le pouvoir d'achat de l'ensemble des rémunérations salariales reçues par les ménages se met à croître beaucoup moins vite qu'avant, et beaucoup moins vite que la consommation. Ainsi, entre 1980 et 1987, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté de 0,9 % l'an, tandis que la consommation progressait selon un rythme annuel moyen de 2,3 %.

Graphique 3  
Consommation et salaires



Que s'est-il donc passé ? L'égalité fondamentale marxienne permet de répondre: un transfert vers la consommation en provenance de revenus non salariaux, qui résulte probablement de deux mouvements allant dans le même sens. En premier lieu, les revenus non salariaux ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 1 % plus rapidement que les revenus salariaux depuis 1980, et ce mouvement s'accélère dans les années récentes: il y a donc une répartition des revenus qui se tord en faveur des revenus non salariaux, autrement dit de la plus-value non accumulée. Par ailleurs, il est probable que la propension à consommer les revenus non salariaux a récemment augmenté. Tout cela est difficile à identifier, en raison de l'incroyable stagnation que connaît la production de l'INSEE en matière de statistiques socio-économiques. Tout le monde commente la baisse du taux d'épargne globale des ménages, sans que des enquêtes plus détaillées permettent d'affecter ce mouvement global, en le décomposant en évolutions élémentaires mettant en jeu les grandes catégories de revenus: les derniers résultats datent de 1979 !

En tout cas, le résultat est là: il est en train de se créer un écart croissant entre l'évolution des salaires et celle de la consommation qui ne peut être comblé que par une redistribution des revenus. En d'autres termes, la reprise actuelle s'appuie sur un transfert des salariés vers les non-salariés, transfert continu et s'accompagnant d'une baisse du taux d'épargne. Le moteur de la croissance française, c'est la consommation de la plus-value.

Comme l'écart a tendance à croître, il faut donc que le transfert de revenus soit lui aussi continu: c'est cela qui est important, et qui permet de conclure à la nature forcément transitoire de ce mode de croissance. On ne peut en effet prolonger indéfiniment une telle re-concentration des revenus, ne serait-ce qu'en raison des résistances sociales qu'elle suscite très rapidement dans un pays comme la France. Mais un retour au fordisme, qui permettait de réaliser une certaine proportionnalité dans la croissance, est tout aussi impossible. On a déjà souligné la nécessité de contenir les salaires afin de maintenir ou terminer de restaurer le taux de profit, c'est une première raison. Mais ce n'est pas la seule: l'autre contradiction réside dans le désajustement croissant entre la répartition sectorielle de la dynamique de la productivité, et l'évolution structurelle des normes de consommation.

## 7. Une évolution des normes de consommation contraire aux exigences de la rentabilité.

Le tableau 2 permet de présenter l'évolution de la consommation des ménages à partir d'une distinction entre trois catégories. Les biens "individuels" regroupent les consommations d'alimentation, d'habillement, et d'équipement du logement. La caractéristique commune de ces biens est que ni leur production, ni leur demande, ne sont socialisés de manière importante, et qu'il s'agit pour l'essentiel de biens industriels. Cette première catégorie de consommation ne croît que faiblement par rapport à l'ensemble de la consommation: de 2,1 % l'an entre 1970 et 1980 (contre 3,5 %) et de 1 % entre 1980 et 1987 (contre 2,3 %). En 1987, ce premier groupe de consommation représente 35 % de la consommation des ménages, contre 44 % en 1970.

Les dépenses de transport, c'est-à-dire essentiellement l'automobile, représentent en 1987 16,6 % des dépenses totales, contre 14,3 % en 1970. Cette part est restée constante depuis 1980 environ; autrement dit, le rôle moteur de l'automobile dans le dynamisme de la demande s'est progressivement estompé, et de ce point de vue, l'automobile est devenue une industrie moyenne.

Tableau 2  
Les trois consommations

	Niveau 1987 (Milliards F 80)		TCAM 80/70	TCAM 87/80
Biens « individuels »	674	35,0 %	2,1 %	1,0 %
Alimentation	386	20,0 %	1,9 %	1,3 %
Habillement	129	6,7 %	1,3 %	0,9 %
Meubles & équip. ménager	159	8,3 %	3,2 %	0,2 %
Transports et communications	320	16,6 %	5,0 %	2,3 %
Biens « collectifs » et services	929	48,3 %	4,3 %	3,3 %
Logement	356	18,5 %	4,1 %	3,1 %
Santé	189	9,8 %	5,3 %	5,8 %
Loisirs, éducation	147	7,6 %	4,7 %	2,9 %
Autres	238	12,4 %	3,7 %	2,0 %
Consommation totale	1923	100,0 %	3,5 %	2,3 %

Automobile et biens "individuels" représentent une grosse moitié (51,6 % du total) de la consommation des ménages. L'autre moitié regroupe les dépenses portant plutôt sur des biens "collectifs" et sur les services, à savoir les dépenses de logement, chauffage et éclairage, celles de santé et services médicaux, enfin l'enseignement, les loisirs, les spectacles et la culture. Cet ensemble de consommations regroupe globalement des caractéristiques communes: il s'agit de biens indivisibles, qui correspondent à une offre du secteur public, où la fraction socialisée de la dépense est importante - santé, éducation - est importante. Les secteurs concernés ont un fort

contenu en main d'œuvre, et une faible partie seulement de ces besoins est satisfaite au moyen de produits manufacturés. Or, cette catégorie de consommations croît plus vite que l'ensemble: de 4,3 % au lieu de 3,5 % entre 1970 et 1980, puis de 3,3 % au lieu de 2,3 % entre 1980 et 1987.

Ce n'est pas tout. L'une des caractéristiques complémentaires de cette ventilation est de conduire à une distinction entre industrie et reste de l'économie du point de vue des performances de productivité. On utilisera ici les résultats d'une étude menée en termes d'analyse sectionnelle. Cela consiste à regrouper les différentes activités économiques en fonction de la destination de leur produit. Les grandes sections distinguées ici utilisent les catégories de la Comptabilité Nationale et l'on n'a pas les moyens de ventiler les consommations intermédiaires selon l'usage final des secteurs les achetant. Encore un exemple, soit dit en passant, de travail statistique que l'INSEE a les moyens techniques de réaliser régulièrement, mais dont aucun technocrate ne semble voir l'intérêt.

Tableau 3  
Ventilation sectionnelle de la production et de l'emploi

	TOTAL	CI	C Ind	C NInd	C Pub	INV	EXP
Production							
1987	4747	1839	556	794	613	362	583
1980	4373	1759	546	691	518	355	506
Effectifs							
1987	16050	4593	1404	2462	5106	1111	1373
1980	16207	5074	1692	2298	4423	1300	1420
Productivité							
1987	296	400	396	323	120	326	424
1980	270	347	323	301	117	273	356
Evolutions 1987/1980							
Production	8,5 %	4,6 %	1,8 %	15,0 %	18,5 %	2,0 %	15,2 %
Effectifs	-1,0 %	-9,5 %	-17,0 %	7,2 %	15,4 %	-14,6 %	-3,3 %
Productivité	9,6 %	15,5 %	22,6 %	7,3 %	2,6 %	19,4 %	19,1 %

Source : Elaboration à partir des Comptes de la Nation

Production en milliards de Francs 80 - Effectifs en milliers - Productivité en milliers de Francs 80

CI Consommations intermédiaires

C Ind Consommation des ménages en biens industriels (y compris investissement-logement)

CN Ind Consommation des ménages en biens et services non industriels

C Pub Consommation Publique

INV Investissement

EXP Exportations

Pourtant une telle approche livre des résultats assez nets: en particulier, le tableau 3 montre que les progrès de productivité sont fortement différenciés d'un secteur à l'autre. D'un côté la "section industrielle" qui regroupe l'investissement, les exportations, et la consommation des ménages en produits industriels connaît une progression assez rapide de la productivité du travail, de 21 % entre 1980 et 1987. Par contre, la consommation des ménages en produits non industriels et celle du secteur public se caractérisent par une productivité quasi-stagnante, qui ne progresse pour cet ensemble que de 3,4 % entre 1980 et 1987. Mais en même temps, on constate que cette section "non industrielle" est la plus dynamique, dans la mesure où la demande y progresse de 16,4 % entre 1980 et 1987, contre 6,7 % seulement pour la section industrielle. Cette différenciation se retrouve du côté des effectifs: le secteur "non industriel" crée 847000 emplois sur cette même période, tandis que le secteur industriel en détruit 524000

## 8. La fausse solution des services

A partir de cette évolution très différenciée de la productivité et de l'emploi selon les secteurs, d'astucieux économistes<sup>1</sup> ont découvert la solution à la crise et notamment la manière de faire reculer le chômage. Puisque toute une série de secteurs de l'économie se caractérisent par une progression moins rapide de la productivité, il faut favoriser leur croissance, et ils créeront suffisamment d'emplois pour résorber les actuels chômeurs. Et justement, c'est l'évolution naturelle de la société post-industrielle. Par conséquent, il suffit d'entrer résolument dans la modernité et dans la société de services, et l'on s'apercevra bien vite que cette fameuse crise n'était qu'une crise de transition, finalement créatrice de progrès.

Cette thèse repose évidemment sur un certain nombre de constats qui sont justes, mais son optimisme est critiquable, pour deux séries de raisons, qui ne se situent pas au même niveau et qu'il convient de bien distinguer. En premier lieu, ce modèle n'apporte pas de réponse réelle au problème de fond du capitalisme. On ne peut y trouver un nouveau régime d'accumulation stable. Et, en second lieu, les tendances correspondant à la mise en place de cette société de services représenteraient une gigantesque régression sociale.

L'idée de base est relativement simple puisque l'évolution de l'emploi d'une branche se déduit par différence entre celle de la production et celle de la productivité. Et si la productivité dans l'industrie manufacturière a augmenté considérablement dans le temps, il n'en va pas de même des services. Par exemple, bien que la notion de productivité soit ici difficile à mesurer, il est clair qu'une heure d'enseignant, ou de coiffeur, a grosso modo la même efficacité aujourd'hui qu'il y a cent ans et, par conséquent, le même "service" nécessite la même dépense de travail. Il en va évidemment tout autrement des produits de l'industrie. On peut nuancer, discuter le détail en remarquant par exemple qu'il existe des services susceptibles d'être automatisés (guichets, caisses, secrétariat, etc.), mais on ne peut nier l'idée de base. Il est d'ailleurs facile de vérifier qu'entre 1980 et 1987, ce sont les secteurs qui connaissent les gains de productivité les moins importants qui créent le plus d'emploi.

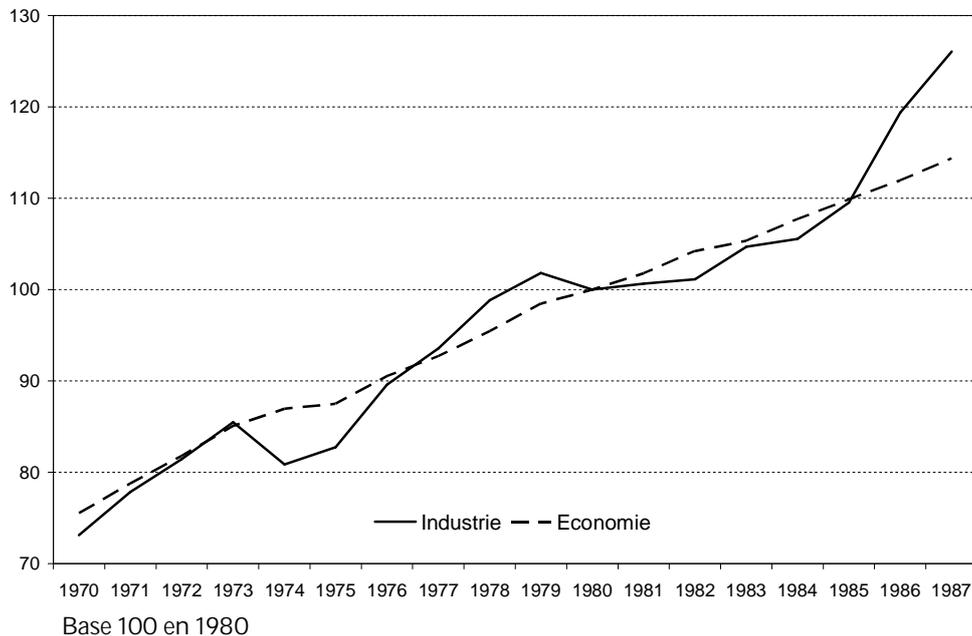
Peut-on en déduire une règle qui consisterait en somme à freiner la productivité moyenne pour favoriser la création d'emplois ? Est-ce là une solution envisageable par le capitalisme ? Tout ce qui précède montre que deux conditions doivent être remplies.

Du point de vue de la rentabilité, une première condition peut facilement être dégagée en termes de productivité. On a vu que celle-ci est l'un des paramètres essentiels venant déterminer le taux de profit et son évolution. Tout ralentissement de la productivité tend à faire baisser le taux de profit. Tout le problème consiste donc à déconnecter la création d'emplois sur la base d'une faible productivité d'un côté, et la détermination du taux de profit. Soit dit en passant, la régression enregistrée dans la qualité du débat en économie politique est telle que bon nombre de réformateurs sociaux n'aperçoivent même pas la question, et c'est l'une des vertus du marxisme d'éviter pareille bévue. Or, on s'aperçoit rapidement que la seule solution logique réside dans le développement d'une sphère de l'économie non soumise aux exigences de la rentabilité capitaliste. C'est bien là que réside le noyau rationnel de l'idée d'économie duale où coexistent une sphère du profit capitaliste, et une sphère des services consacrés à l'emploi.

---

<sup>1</sup> Michel Gaspard, *Les services contre le chômage*, préface de Jean Fourastié, Syros/Alternatives 1988.

Graphique 4  
Productivité du travail

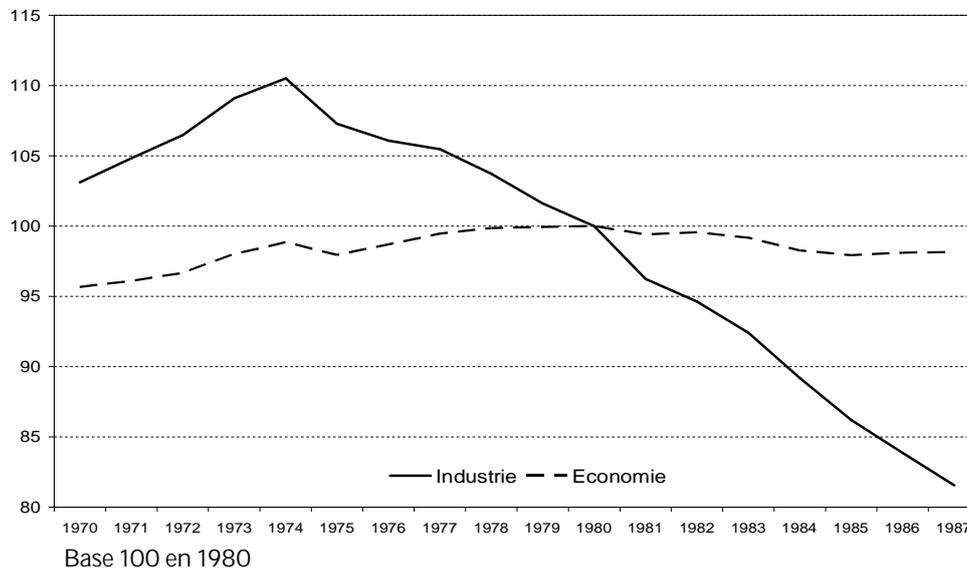


Que faut-il, en termes de revenus, pour que cela fonctionne ? Dans la sphère des services, il faut évidemment que les salaires soient très bas, parce qu'ils vont devoir s'échanger soit contre les salaires du secteur compétitif, soit contre de la plus-value redistribuée, et, réciproquement, il faut assurer une concentration des revenus en faveur des riches qui seuls pourront consommer largement des services aux prix relatifs croissants. On sent bien intuitivement que le réglage fin est diablement compliqué, et ne peut fonctionner très longtemps. On peut pour simplifier exclure l'idée-limite d'une expulsion en dehors de la sphère capitaliste d'un secteur d'économie qui fonctionnerait sur lui-même, parce que le modèle, pour être crédible, implique une articulation des deux secteurs.

Dans ces conditions la production du secteur de services ne peut être achetée par ce secteur lui-même; elle ne peut l'être que par les salaires des autres secteurs, ou par de la plus-value non accumulée. Inévitablement, soit parce qu'ils viennent s'incorporer aux salaires, soit parce qu'ils ponctionnent la plus-value disponible pour l'accumulation, ces dépenses en services permettant le développement d'un secteur de services créateur d'emplois va avoir des effets en retour néfastes sur le taux de profit et/ou le taux d'accumulation.

Une variante de ce modèle est celui de la "troisième demande" caractéristique de nombreux pays semi-industrialisés. Il s'agirait de revenus non salariaux qui augmenteraient régulièrement de manière à acheter la production des secteurs à faible productivité, tandis que la progression des salaires du secteur productif seraient bloqués. C'est un peu ce qui se passe en France depuis quatre ou cinq ans: le pouvoir d'achat du salaire stagne, et le surplus dégagé par les progrès de la productivité est distribué sous forme de revenus non salariaux. Deux catégories bénéficient de cette manne: ce sont les détenteurs d'actifs financiers, dans la mesure où la hausse des taux d'intérêt signifie une augmentation de leur quote-part de plus-value, et ce sont les professions indépendantes (bouchers, dentistes, etc.) qui bénéficient d'une évolution de prix relatifs qui leur sont très favorables.

Graphique 5  
Emploi



Mais la perpétuation de ce modèle se heurte à de nombreux obstacles. Il faut bien comprendre que ce schéma repose sur une distorsion continue dans la répartition des revenus et notamment sur une baisse constante de la part des salaires dans leur ensemble: il ne suffit pas d'un changement même brutal intervenant une fois, il faut constamment l'entretenir. C'est d'ailleurs une remarque d'ordre général qui peut être faite à propos des schémas de reproduction: la seule solution harmonieuse est celle où tout croît au même taux, les salaires comme la productivité, le produit comme le capital, l'investissement comme le revenu. Tout écart par rapport à ce que l'économiste Joan Robinson avait surnommé Age d'or, suppose un autre écart compensatoire, si l'on veut que soit rétabli le "grand équilibre" - pour parler comme Rocard - celui du taux de profit.

Un autre inconvénient du modèle français actuel, c'est la nécessité d'aller à l'encontre de la tendance au moins affirmée idéologiquement à l'unification des normes de consommation. Les riches devront consommer autrement que les pauvres, c'est-à-dire en achetant les services offerts par les losers. Ce serait en somme leur fonction sociale. Il suffit de lire de près les réflexions de Sauvy, et elles ont le mérite de la cohérence, pour comprendre que c'est bien là la réalité sociale sous-tendue par l'expansion des services.

## 9. Société de services ou société de serviteurs ?

En plus de sa faible viabilité à moyen terme, l'alternative fondée sur les services est une voie qu'il faut rejeter parce qu'elle représente une incontestable régression sociale. Dans le travail de "serviteur" il y a quelque chose de plus qu'un simple rapport salarial, ce que Gorz exprime avec acuité : "Les prestations qui ne créent pas de valeur d'usage tout en faisant l'objet d'un échange marchand public sont des travaux serviles ou travaux de serviteur. C'est le cas, par exemple, du cireur de chaussures qui vend un service que ses clients auraient pu aussi bien se rendre eux-mêmes en moins de temps qu'ils n'en passent assis sur leur trône face à un homme accroupi à leurs pieds. Ils le paient non pour l'utilité de son travail mais pour le plaisir qu'ils éprouvent à se faire servir"<sup>2</sup>

<sup>2</sup> André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Ed. Galilée, 1988, p.175.

La racine économique de ce nouveau type de rapports sociaux a bien été mise en lumière par Rosanvallon, qui distingue le secteur de la production et celui qu'il appelle secteur de soins. Dans le premier, les objets consommés produisent de la substitution de temps : "Si on achète une machine à laver qui coûte à peu près 150 heures de travail moyen, on économise environ 200 heures de travail par an; le temps d'amortissement d'une machine étant 5 ans, on dépense 150 heures de travail pour économiser 1000 heures de travail domestique. Fonction de substitution productive qui se traduit par l'accroissement du temps libre"<sup>3</sup>. Par contre, dans le secteur des services, le temps consommé est égal au temps d'autrui:

"Il ne s'agit plus de socialiser les tâches ménagères afin qu'elles absorbent moins de temps à l'échelle de la société; il s'agit, au contraire, que ces tâches occupent le plus de gens et absorbent le plus de temps de travail possible, mais sous la forme, cette fois, de services marchands...Le développement des services personnels n'est donc possible que dans un contexte d'inégalité sociale croissante, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre partie au rôle de serviteur"<sup>4</sup>.

Telle est bien la logique visible aujourd'hui, avec le développement des petits boulots et l'offensive contre les rigidités salariales, en l'occurrence le SMIC dans le cas français. Il s'agit de baisser le coût du travail dans les services, afin de rendre ceux-ci vendables à ceux qui bénéficient de la concentration des revenus. Ce que révèle ce mouvement, c'est une crise extrêmement profonde de la rationalité capitaliste: le système fonctionne de manière de moins en moins efficiente, et Gorz a raison de parler de "contre-économie tertiaire" et de souligner qu'une "division sociale des tâches complètement absurde est ainsi mise en place...Seule la persévérance obstinée dans l'idéologie du travail empêche les partisans de ce modèle de voir que si tout le monde travaillait moins, tout le monde pourrait assumer ses propres tâches domestiques ET gagner sa vie en travaillant."<sup>5</sup> C'est le calcul économique capitaliste, sur la base du temps de travail salarié, qui est remis en question aujourd'hui, de manière si profonde qu'il est possible d'affirmer aujourd'hui que pour se perpétuer le capitalisme a besoin de faire marche arrière sur le chemin de l'égalité sociale. Par conséquent, la longue crise que nous vivons depuis 15 ans, fait émerger de plus en plus nettement l'alternative fondamentale : soit le maintien forcé des règles du jeu capitaliste qui mène à une gigantesque régression sociale que l'on peut qualifier de barbare, soit le passage à un mode de fonctionnement plus efficient de l'économie, adapté au degré actuel de développement des forces productives, autrement dit l'ouverture de la transition au socialisme.

## 10. L'anticapitalisme aujourd'hui

Les rythmes de la crise peuvent être trompeurs. Le long fleuve tranquille de la régression sociale reste pourtant le mouvement dominant qui corrode, pourrit, désagrège l'ensemble des rapports sociaux, et que nous appelons crise. Et puis, il y a d'autres mouvements plus accessoires, plus fluctuants, qu'il faut savoir replacer dans ce contexte: autant il était sans doute faux de laisser croire qu'avec le krach de l'automne 1987, s'ouvrirait automatiquement la phase de l'"effondrement final", autant il serait erroné de penser que la reprise actuelle signifie la sortie de la crise. Mettre à nu sa nature profonde et en tirer des éléments permettant de dessiner le socialisme que nous voulons, telle est aujourd'hui l'une des tâches centrales de notre réflexion théorique.

Le 19 Janvier 1989.

---

<sup>3</sup> Pierre Rosanvallon, "L'emploi et les modes de consommation du temps", *Temps Libre*, Automne 1985.

<sup>4</sup> A. Gorz, idem, p.193-195.

<sup>5</sup> A. Gorz, idem, p.195.

#### Encadré

##### Les obstacles à une réflexion critique sur le capitalisme contemporain

Il y a aujourd'hui des raisons objectives qui font obstacle à un approfondissement de la critique du capitalisme contemporain. Il faut souligner, pour commencer, que toute velléité de réflexion critique a été soigneusement éliminée des administrations économiques: l'INSEE, il y a quinze ans, produisait des travaux novateurs permettant de mieux disséquer la réalité économique et sociale ; l'INSEE d'aujourd'hui ne dispose plus d'aucune problématique et ne réalise plus aucun progrès de connaissance. On en a donné quelques exemples dans ce texte.

Les régulationnistes, dont les travaux portaient d'une volonté louable de travailler sur la réalité, en ne se contentant pas de gloser sur les concepts, s'est ensablée - de manière d'ailleurs tout-à-fait parallèle au rétrécissement des problématiques de l'administration économique - et se contente aujourd'hui de gérer ses acquis et de délimiter son territoire académique. Toute sa logique tendait à postuler qu'un nouveau mode de régulation allait forcément émerger de la crise et définir les règles d'une nouvelle croissance fondée sur de nouveaux compromis sociaux. Or, ce n'est pas ce qui se passe : si on creuse un peu, on voit quand même assez rapidement que le système s'enlise dans ses contradictions et ne donne aucun signe de dépassement positif. A cela, qui remet en cause la spécificité de leur école, les économistes de la régulation ne répondent pas sur le fond et n'apportent plus aucune contribution notable.

Le champ de la réflexion économique est donc de plus en plus dominé par les économistes néo-classiques, ultra-libéraux, qui sont les représentants aujourd'hui de ce que Marx appelait économie vulgaire, tandis que se raréfient les travaux à vocation scientifique et critique, qui sont d'une certaine façon la matière première de toute approche critique.